

DELIBERATION N° DE L'ASSEMBLEE DE CORSE**SEANCE DU**

L'an , le , l'Assemblée de Corse, convoquée le 12 avril 2018, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

L'ASSEMBLEE DE CORSE

VU le code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IVème partie,

VU le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 2111-1 à L. 2233-2, L. 2211-1 à L. 2233-2, et R. 22212-1 à R. 222-3 et R. 2311-1 à R. 2324-48;

SUR rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

SUR rapport de la Commission de l'Education, de la Culture et de la Cohésion sociale,

ARTICLE PREMIER :

- Autorise les sages-femmes des Centres de panification et d'éducation familiale de la Collectivité de Corse à pratiquer, dans les conditions légales et réglementaires, l'interruption volontaire de grossesse, dans le cadre du développement de la politique de planification familiale ;
- Approuve les projets de convention-type réglementaire suivants (tels qu'annexés à la présente délibération) :
Convention avec le Centre hospitalier d'Aiacciu pour Mme Josiane CAMBON ;
Convention avec le Centre hospitalier d'Aiaciu pour Mme Hélène MEUCCI ;
Convention avec la Policlinique de l'Ospedale pour Mme Christine LAURENS.
- Autorise M. le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer les projets de convention-type réglementaire suivants (tels qu'annexés à la présente délibération) :
 - Convention avec le Centre hospitalier d'Aiacciu pour Mme Josiane CAMBON ;
 - Convention avec le Centre hospitalier d'Aiaciu pour Mme Hélène MEUCCI ;
 - Convention avec la Policlinique de l'Ospedale pour Mme Christine LAURENS.

ARTICLE 2 :

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Ajaccio, le

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Jean-Guy TALAMONI

CONVENTION TYPE REGLEMENTAIRE

Annexe 22-1, deuxième partie du code de la santé publique

Fixant les conditions dans lesquelles les sages-femmes sont autorisées à réaliser l'interruption de grossesse par voie médicamenteuse mentionnée à l'article R. 2212-9 du code de la santé publique au sein des centres de planification ou éducation familiale.

ENTRE

La Collectivité de Corse, représentée par son Président du Conseil Exécutif de Corse, Monsieur Gilles SIMEONI, pour le compte du Centre de Planification et d'Éducation Familiale (CPEF) d'Ajaccio,

ET

Le Centre Hospitalier d'Aiacciu, Établissement de Santé, représenté par son Directeur, Monsieur Jean-Luc PESCE,

ET

La sage-femme dudit CPEF, Madame Josiane CAMBON,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er}

Le Centre Hospitalier d'Aiacciu s'assure que la sage-femme participant à la pratique des interruptions volontaires de grossesse médicamenteuses dans le cadre de la présente convention satisfait aux conditions prévues à l'article R. 2212-11.

Le Centre de Planification et d'Éducation Familiale de la Collectivité de Corse signataire de la convention justifie de la qualification des sages-femmes concernées.

Le Centre Hospitalier d'Aiacciu s'engage à répondre à toute demande d'information liée à la pratique de l'interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse présentée par la sage-femme. Il organise des formations visant à l'actualisation de l'ensemble des connaissances requises pour la pratique des interruptions volontaires de grossesse par mode médicamenteux.

Article 2

En cas de doute sur la datation de la grossesse, sur l'existence d'une grossesse extra utérine ou, lors de la visite de contrôle, sur la vacuité utérine, la sage-femme adresse la patiente au Centre Hospitalier d'Ajaccio qui prend toutes les mesures adaptées à l'état de cette dernière.

Article 3

Après l'administration des médicaments nécessaires à la réalisation de l'interruption volontaire de grossesse, la sage-femme transmet au Centre Hospitalier d'Ajaccio une copie de la fiche de liaison contenant les éléments utiles du dossier médical de la patiente.

Article 4

Le Centre Hospitalier d'Ajaccio s'engage à accueillir la femme à tout moment et à assurer la prise en charge liée aux complications et échecs éventuels.

Il s'assure, autant que nécessaire, de la continuité des soins délivrés aux patientes.

Article 5

La sage-femme qui a pratiqué l'interruption de grossesse par voie médicamenteuse conserve dans le dossier médical les attestations de consultations préalables à l'interruption volontaire de grossesse ainsi que le consentement écrit de la femme à son interruption de grossesse.

La sage-femme adresse au Centre Hospitalier d'Ajaccio santé les déclarations anonymisées des interruptions volontaires de grossesse qu'elle a pratiquée.

Article 6

Le Centre Hospitalier d'Ajaccio effectue chaque année une synthèse quantitative et qualitative de l'activité d'interruption de grossesse par voie médicamenteuse, réalisée dans le cadre de la présente convention.

Cette synthèse est transmise à la sage-femme signataire de la convention et au médecin inspecteur régional de santé publique.

Article 7

La présente convention, établie pour une durée d'un an, est renouvelée chaque année par tacite reconduction à la date anniversaire.

La convention peut être dénoncée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties contractantes par une lettre motivée, envoyée en recommandé avec accusé de réception.

La dénonciation prend effet une semaine après réception de la lettre recommandée. En cas de non-respect de la présente convention, la dénonciation a un effet immédiat.

Article 8

Une copie de la présente convention est transmise, pour information, par le Centre Hospitalier Général d'Ajaccio, à l'Agence Régionale de l'Hospitalisation ainsi qu'aux directions des affaires sanitaires et sociales dont il relève et par la sage-femme, au Conseil Départemental de l'Ordre des sages-femmes, au Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie dans le ressort de laquelle elle exerce.

Fait en trois exemplaires à Ajaccio, Le

P/ U Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica
P/ Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

U Dirretore d'uspidali d'Ajaccio
Le Directeur du Centre Hospitalier
d'Ajaccio

Madame Josiane CAMBON

CONVENTION TYPE REGLEMENTAIRE

Annexe 22-1, deuxième partie du code de la santé publique

Fixant les conditions dans lesquelles les sages-femmes sont autorisées à réaliser l'interruption de grossesse par voie médicamenteuse mentionnée à l'article R. 2212-9 du code de la santé publique au sein des centres de planification ou éducation familiale.

ENTRE_

La Collectivité de Corse, représentée par le Président du Conseil Exécutif de Corse, Monsieur Gilles SIMEONI,

ET

Le Centre Hospitalier d'Aiacciu, Établissement de Santé, représenté par son Directeur, Monsieur Jean-Luc PESCE,

ET

La sage-femme du Centre de Planification et d'Éducation Familiale (CPEF) de Sartè et de Pruprà, Madame Hélène MEUCCI,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er}

Le Centre Hospitalier d'Aiacciu s'assure que la sage-femme participant à la pratique des interruptions volontaires de grossesse médicamenteuses dans le cadre de la présente convention satisfait aux conditions prévues à l'article R. 2212-11.

Le Centre de Planification et d'Éducation Familiale de la Collectivité de Corse signataire de la convention justifie de la qualification des sages-femmes concernées.

Le Centre Hospitalier d'Aiaicciu s'engage à répondre à toute demande d'information liée à la pratique de l'interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse présentée par la sage-femme. Il organise des formations visant à l'actualisation de l'ensemble des connaissances requises pour la pratique des interruptions volontaires de grossesse par mode médicamenteux.

Article 2

En cas de doute sur la datation de la grossesse, sur l'existence d'une grossesse extra utérine ou, lors de la visite de contrôle, sur la vacuité utérine, la sage-femme adresse la patiente au Centre Hospitalier d'Ajaccio qui prend toutes les mesures adaptées à l'état de cette dernière.

Article 3

Après l'administration des médicaments nécessaires à la réalisation de l'interruption volontaire de grossesse, la sage-femme transmet au Centre Hospitalier d'Ajaccio une copie de la fiche de liaison contenant les éléments utiles du dossier médical de la patiente.

Article 4

Le Centre Hospitalier d'Ajaccio s'engage à accueillir la femme à tout moment et à assurer la prise en charge liée aux complications et échecs éventuels.

Il s'assure, autant que nécessaire, de la continuité des soins délivrés aux patientes.

Article 5

La sage-femme qui a pratiqué l'interruption de grossesse par voie médicamenteuse conserve dans le dossier médical les attestations de consultations préalables à l'interruption volontaire de grossesse ainsi que le consentement écrit de la femme à son interruption de grossesse.

La sage-femme adresse au Centre Hospitalier d'Ajaccio, les déclarations anonymisées des interruptions volontaires de grossesse qu'elle a pratiquées.

Article 6

Le Centre Hospitalier d'Ajaccio effectue chaque année une synthèse quantitative et qualitative de l'activité d'interruption de grossesse par voie médicamenteuse, réalisée dans le cadre de la présente convention.

Cette synthèse est transmise à la sage-femme signataire de la convention et au médecin inspecteur régional de santé publique.

Article 7

La présente convention, établie pour une durée d'un an, est renouvelée chaque année par tacite reconduction à la date anniversaire.

La convention peut être dénoncée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties contractantes par une lettre motivée, envoyée en recommandé avec accusé de réception.

La dénonciation prend effet une semaine après réception de la lettre recommandée. En cas de non-respect de la présente convention, la dénonciation a un effet immédiat.

Article 8

Une copie de la présente convention est transmise, pour information, par le Centre Hospitalier Général d'Ajaccio, à l'Agence Régionale de l'Hospitalisation ainsi qu'aux directions des affaires sanitaires et sociales dont il relève et par la sage-femme, au Conseil Départemental de l'Ordre des sages-femmes, au Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie dans le ressort de laquelle elle exerce.

Fait en trois exemplaires à Ajaccio, Le

P/ U Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica
P/Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

U Dirretore d'uspidali d'Ajacciu
Le Directeur du Centre Hospitalier d'Ajaccio

Madame Hélène MEUCCI

CONVENTION TYPE REGLEMENTAIRE

Annexe 22-1, deuxième partie du code de la santé publique

Fixant les conditions dans lesquelles les sages-femmes sont autorisées à réaliser l'interruption de grossesse par voie médicamenteuse mentionnée à l'article R. 2212-9 du code de la santé publique au sein des centres de planification ou éducation familiale.

ENTRE

La Collectivité de Corse, représentée par son Président du Conseil Exécutif de Corse, Monsieur Gilles SIMEONI, pour le compte du Centre de Planification et d'Éducation Familiale (CPEF) de Portivechju,

ET

La Polyclinique du sud de la Corse « SA De L'Ospedale » représentée par son Directeur, Monsieur MAZENC,

ET

La sage-femme dudit CPEF, Madame Christine LAURENS.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er}

La Polyclinique « L'Ospedale » s'assure que la sage-femme participant à la pratique des interruptions volontaires de grossesse médicamenteuses dans le cadre de la présente convention satisfait aux conditions prévues à l'article R. 2212-11.

Le Centre de Planification et d'Éducation Familiale de la Collectivité de Corse signataire de la convention justifie de la qualification des sages-femmes concernées.

La Polyclinique « L'Ospedale » s'engage à répondre à toute demande d'information liée à la pratique de l'interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse présentée par la sage-femme. Elle organise des formations visant à l'actualisation de l'ensemble des connaissances requises pour la pratique des interruptions volontaires de grossesse par mode médicamenteux.

Article 2

En cas de doute sur la datation de la grossesse, sur l'existence d'une grossesse extra utérine ou, lors de la visite de contrôle, sur la vacuité utérine, la sage-femme adresse la patiente à la Polyclinique « L'Ospedale » qui prend toutes les mesures adaptées à l'état de cette dernière.

Article 3

Après l'administration des médicaments nécessaires à la réalisation de l'interruption volontaire de grossesse, la sage-femme transmet à la Polyclinique « L'Ospedale » une copie de la fiche de liaison contenant les éléments utiles du dossier médical de la patiente.

Article 4

La Polyclinique « L'Ospedale » s'engage à accueillir la femme à tout moment et à assurer la prise en charge liée aux complications et échecs éventuels.

Elle s'assure, autant que nécessaire de la continuité des soins délivrés aux patientes.

Article 5

La sage-femme qui a pratiqué l'interruption de grossesse par voie médicamenteuse conserve dans le dossier médical les attestations de consultations préalables à l'interruption volontaire de grossesse ainsi que le consentement écrit de la femme à son interruption de grossesse.

La sage-femme adresse à la Polyclinique « L'Ospedale » les déclarations anonymisées des interruptions volontaires de grossesse qu'elle a pratiquées.

Article 6

La Polyclinique « L'Ospedale » effectue chaque année une synthèse quantitative et qualitative de l'activité d'interruption de grossesse par voie médicamenteuse, réalisée dans le cadre de la présente convention.

Cette synthèse est transmise à la sage-femme signataire de la convention et au médecin inspecteur régional de santé publique.

Article 7

La présente convention, établie pour une durée d'un an, est renouvelée chaque année par tacite reconduction à la date anniversaire.

La convention peut être dénoncée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties contractantes par une lettre motivée, envoyée en recommandé avec accusé de réception.

La dénonciation prend effet une semaine après réception de la lettre recommandée. En cas de non-respect de la présente convention, la dénonciation a un effet immédiat.

Article 8

Une copie de la présente convention est transmise, pour information, par la Polyclinique « L'Ospedale » à l'Agence Régionale de l'Hospitalisation ainsi qu'aux directions des affaires sanitaires et sociales dont il relève et par la sage-femme, au Conseil Départemental de l'Ordre des sages-femmes, au Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie dans le ressort de laquelle elle exerce.

Fait en trois exemplaires à Aiacciu, Le

P/ U Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica
P/Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

U Dirretore di a clinica di l'Ospedale
Le Directeur de la clinique de l'Ospedale

Madame Christine LAURENS